



► PÉTROLE Flot de critiques avant la future introduction de Rosneft

Critiques et suspense seront au rendez vous de la gigantesque IPO à 20 milliards de dollars du pétrolier d'État russe, prévue pour juin prochain à Londres et à Moscou. Déjà chahuté par les actionnaires de Ioukos auxquels Rosneft a ravi son principal actif pétrolier de force, le pétrolier d'État a subi mardi les assauts verbaux d'un ténor de la finance internationale. Connaissant bien la Russie pour y avoir réalisé d'importants investissements – plus ou moins heureux –, George Soros a écrit hier dans le *Financial Times* que l'IPO de Rosneft soulevait « de sérieuses questions éthiques et énergétiques ». Très remonté contre le Kremlin, le financier estime que « permettre le déroulement de l'IPO de Rosneft reviendrait à renforcer et à rendre légitime une situation actuelle défavorable à la sécurité énergétique de l'Europe, et à affaiblir la capacité de l'Union européenne à négocier de meilleures conditions avec la Russie ».

Face aux critiques, Rosneft redouble d'efforts pour redresser son image de bras armé du Kremlin. Histoire de faire les yeux doux aux investisseurs avant l'IPO, le pétrolier d'État a promis mardi 3 places de son conseil d'administration à des directeurs indépendants proposés par ses banques créditrices. Dans la même optique, Rosneft avait embauché fin mars un banquier américain renommé au poste

de vice-président. Afin de réduire les dépenses, Rosneft négocie activement avec ses créanciers internationaux pour leur faire accepter ce mois-ci d'abaisser leurs rémunération. Un accord fixant les taux d'intérêt à 0,65 % au dessus du taux interbancaire de Londres serait proche. Ce discount représenterait une économie de 70 millions sur les 3,3 milliards de dollars prêtés par les banques étrangères. Sa dette totale s'élève à 11 milliards de dollars.

Contrôle du Kremlin. Les termes précis de l'introduction ne sont pas encore définis mais Igor Chouvalov, un conseiller du président russe, a indiqué lundi qu'un tiers de Rosneft pourrait être placé lors de l'IPO. À terme, 49 % des parts du pétrolier seront privatisées, le Kremlin se réservant une part de contrôle. Cherchant à minimiser le conflit avec Ioukos, Rosneft assure qu'il n'est pas intéressé par les actifs restants du pétrolier, qui sera très probablement mis en liquidation judiciaire le 27 juin. Les experts continuent de voir en Rosneft le principal prétendant aux actifs de Ioukos d'autant que ce dernier doit encore régler une dette de 12 milliards de dollars. Or, ses principaux créanciers sont le fisc russe et... Rosneft.

**Emmanuel Grynszpan,
à Moscou**